

DIRECTION DES
COLLECTIVITES ET
DU DEVELOPPEMENT
DURABLE

PRÉFECTURE DE L'YONNE

SERVICE DU
DEVELOPPEMENT
DURABLE

ARRETE n° PREF-DCDD 2009 524
mettant en demeure la Société VARAX à Champigny-sur-Yonne
de respecter certaines dispositions de code de l'environnement,
pour l'exploitation de ses installations situées dans cette commune

Le Préfet de l'Yonne,
Chevalier de la Légion d'Honneur,
Officier de l'Ordre National du Mérite

VU le code de l'environnement, notamment les articles L 514-1 et L 514-2 ;

VU la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement visée à l'article R.511-9 du code de l'environnement ;

VU le rapport établi par la subdivision de l'Yonne de la DRIRE à la suite de l'inspection des installations effectuée le 18 novembre 2009 ;

CONSIDERANT les constatations effectuées lors de la visite d'inspection suivie ;

CONSIDERANT que l'exploitation d'une telle installation qui génère des nuisances sur l'environnement est soumise à autorisation au titre des rubriques 167 A (transit de déchets industriels), 286 (stockage et activité de récupération de déchets de métaux) et 2710 (déchetterie) de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement ;

CONSIDERANT que la société VARAX, en exploitant son installation à Champigny-sur-Yonne, sans l'autorisation requise, s'est soustraite aux dispositions fixées par le code de l'environnement ;

CONSIDERANT qu'en application de l'article L 514-2 du code de l'environnement, lorsqu'une installation classée est exploitée sans avoir fait l'objet de l'autorisation requise, le préfet met en demeure l'exploitant de régulariser sa situation, en déposant une demande d'autorisation dans un délai déterminé ;

CONSIDERANT qu'un délai d'un mois est jugé suffisant pour déposer un dossier de demande d'autorisation conforme aux dispositions fixées aux articles R.512-2 et suivants du code de l'environnement ;

SUR proposition du Secrétaire général de la préfecture ;

ARRÊTE

Article 1^{er} - mise en demeure

En application des articles L.514-1 et L.514-2 du code de l'environnement, la société VARAX, dont le siège social est situé rue du Petit Coudroy à Champigny-sur-Yonne, est mise en demeure de régulariser la situation administrative de son établissement situé à la même adresse, en déposant un dossier de demande d'autorisation d'exploiter conforme aux dispositions fixées aux articles R.512-2 et suivants du même code, dans le délai **d'un mois** à compter de la notification du présent arrêté.

Article 2 - sanctions

Faute pour l'exploitant de se conformer aux dispositions de la présente mise en demeure, il pourra être fait application, indépendamment des sanctions pénales encourues, des sanctions administratives prévues à l'article L. 514-2 du code de l'environnement.

Article 3 – délais et voies de recours:

Le destinataire du présent arrêté peut saisir le tribunal administratif sis 22 rue d'Assas à Dijon d'un recours contentieux dans le délai de deux mois à compter de la notification du présent arrêté.

A l'intérieur de ce délai, il peut également saisir le Préfet d'un recours gracieux, ou le Ministre de l'écologie, de l'énergie, du développement durable et de la mer d'un recours hiérarchique qui n'interrompt en aucune façon le délai de recours contentieux (l'absence de réponse de l'administration au terme d'un délai de deux mois vaut décision implicite de rejet).


Article 4 – exécution:

Le Secrétaire général de la préfecture, le directeur régional de l'industrie, de la recherche et de l'environnement, le chef de la subdivision de l'Yonne de la DRIRE sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à la société VARAX et dont copie sera adressée au maire de Champigny-sur-Yonne, au sous-préfet de Sens, au colonel commandant le groupement de gendarmerie de l'Yonne et au procureur près le tribunal de grande instance de Sens.

07 DEC. 2009

Auxerre, le

Le Préfet,



Pascal LELARGE